

Bureau d'Informations Polonaises  
23, rue Taitbout - Paris 9° -

---

PRO.42-37

Paris, le 28 Février 1957

EXPOSE DE M. Josef CYRANKIEWICZ  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES A LA DIETE  
DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE  
(26 février 1957)

---

" Je considère, a dit M. Cyrankiewicz, comme tâche essentielle du gouvernement, en tant qu'organisme exécutif du pouvoir d'Etat, la réalisation, sous le contrôle de la Diète, du programme électoral du Front d'Unité Nationale, programme qui s'est formé et qui a remporté la victoire au cours du Plénum d'octobre du Comité Central du Parti Ouvrier Unifié Polonais, programme qui a trouvé le plein appui du peuple dans les élections du 20 janvier."

Après avoir souligné que le plan économique et le budget pour 1957 seront examinés lors de la présente session, M. Cyrankiewicz passe à l'analyse de la situation économique et politique et des travaux du gouvernement depuis le mois d'octobre et parle des projets immédiats.

" ... On peut distinguer les trois orientations suivantes dans l'activité du gouvernement au cours de la période écoulée :

Premièrement : amélioration de l'appareil de planification et de l'administration de l'économie, compte tenu de ce que, parallèlement à l'introduction d'un élément nouveau, comme les conseils ouvriers, l'action du gouvernement consistait à poursuivre la liquidation des séquelles bureaucratiques, et à assouplir cet appareil.

Le second problème consiste en le développement de ces secteurs de la vie économique qui furent, dans la période écoulée, exagérément limités en faveur d'entreprises d'Etat et qui durent supporter le poids de certaines erreurs du plan sexennal. Dans l'esprit de cette tendance, l'autonomie des coopératives a été étendue, et en même temps, ont été crééespu sont en voie de réalisation, les conditions indispensables pour le renforcement de l'activité des coopératives commerciales et d'habitation . L'autres mesures concernant soit le règlement des impôts, soit l'approvisionnement en matières premières ou en outillage, ont créé les bases en vue de rendre actif l'artisanat, le travail à domicile, l'industrie populaire ainsi que certaines branches de la petite industrie

privée. Evidemment, l'aide de l'Etat en vue de rendre actif ce secteur, ne signifie pas le moins du monde que notre gouvernement s'intéresse moins à la coopération, qui, dans sa période actuelle, sont appelées à réaliser des tâches particulièrement importantes : accroissement de la production, multiplication des assortiments de produits pour le marché, emploi de personnes licenciées de l'administration et des rapatriés, exploitation des Terres Occidentales. Enfin, doivent être particulièrement soulignés les principes de la politique agricole fixée dans les directives communes du Comité Central du Parti Ouvrier Unifié Polonais et du Comité Directeur du Parti Paysan Unifié.

Ces principes fixent l'orientation des changements dans la politique du gouvernement à l'égard de la campagne, changements qui tendent à l'accroissement de la production agricole des exploitations individuelles, au plein respect de la propriété paysanne, au passage progressif dans les rapports entre la ville et la campagne sur le principe du plein échange de marchandises et en particulier, au moyen du développement continu des contrats, au développement des gestions paysannes, au développement des coopératives et des associations paysannes, au plein respect de la liberté dans le choix des formes d'exploitation.

Dans ce domaine, je dois souligner, en tant que réalisation importante pour la production agricole, l'amélioration de l'approvisionnement de la campagne en matériaux de construction et les changements concernant les livraisons obligatoires (réduction des livraisons de céréales, suppression des livraisons obligatoires de lait).

Toutes ces initiatives ouvrent la voie en vue de réaliser nos objectifs d'une façon plus harmonieuse, objectifs consistant à développer d'une façon constante et saine des formes socialistes dans l'exploitation de l'agriculture, avec un progrès simultané de la production dans les exploitations individuelles.

L'intention de notre gouvernement est d'accorder son aide aux coopératives de production existantes, appuyées sur des bases économiques saines, de façon à ce qu'elles puissent se renforcer et se développer au moyen de la libre adhésion.

En ce qui concerne la classe ouvrière, le gouvernement a réalisé le maximum dans les limites des possibilités économiques en régularisant les salaires de différents groupes. Le rajustement n'a pu englober tous les groupes de travailleurs. Néanmoins, le fonds des salaires s'est nettement accru. Selon des calculs préliminaires, la moyenne nominale a augmenté, au cours de 1956, de 11%, tandis que l'accroissement des revenus de la campagne est encore plus important.

Bien qu'encore insuffisant, l'approvisionnement de la population s'est, sans aucun doute, amélioré.

Malgré les résultats obtenus, la situation au seuil du nouveau programme économique, n'est pas du tout facile. Certaines conséquences des erreurs de la période passée sont atténuées et certaines excroissances de notre système de planification et de gestion écartées, mais il est évident que n'ont pas disparu toutes les insuffisances de notre type économique et que ne se sont effacées les caractéristiques essentielles de la situation créée au cours de la période du plan sexennal. Quelles sont les caractéristiques fondamentales du plan pour 1957?

Premièrement : définition des tâches d'augmentation de la production industrielle de laquelle il découle que cette production doit s'accroître de 4%, c'est-à-dire moins que dans les années précédentes. Il convient de constater que, dans ces conditions, dans certaines branches de l'économie nationale, industrie des machines par exemple, et surtout dans certaines usines d'armement, notre potentiel de production ne sera pas encore pleinement utilisé, mais que les changements dans les proportions du plan industriel créent des conditions en vue d'une meilleure utilisation dans l'avenir. Il convient également de constater, que pour l'année en cours, il existe de plus grandes possibilités de dépasser les plans des usines par rapport à l'année écoulée, et cela non pas au moyen de la combativité mais par la voie d'une bonne administration et de la lutte contre le gaspillage.

Deuxièmement : maintien des investissements d'Etat au niveau de l'année écoulée. Ceci résulte non pas d'un moindre souci à l'égard de l'industrialisation du pays, mais des difficultés matérielles, de la nécessité de conserver les moyens pour des augmentations de salaires, de dépenses sociales et de l'accroissement des revenus de la campagne. Par contre, le plan créé les conditions en vue d'accroître les investissements avec les propres moyens de la population par un meilleur approvisionnement de la campagne en matériaux de construction, en machines agricoles, et en facilitant à la population rurale la construction d'habitations individuelles.

Troisièmement : accroissement très sérieux, car de 16% de la masse des marchandises, destinée au marché intérieur ; cet accroissement résulte des augmentations de salaires et de prestations accordées en 1956, des augmentations présentes déjà réalisées en ce qui concerne les mineurs, des augmentations des salaires des cheminots, de l'élargissement de la charte des métallurgistes, ainsi que du relèvement des allocations familiales. Cet accroissement de la masse des marchandises tient compte également de la demande accrue de la campagne.

Quatrièmement : réalisation en ce qui concerne la campagne du principe du programme agricole adopté par le Comité Central du Parti Ouvrier Unifié Polonais et par le Comité Directeur du Parti Paysan Unifié. Après avoir pris en considération les augmentations

des prix nécessaires du point de vue économique, augmentations dont furent l'objet dernièrement certains articles, et après avoir pris en considération l'augmentation annoncée des prix des engrais artificiels et du charbon, les revenus de la campagne prévus par le plan témoignent d'une augmentation notable, grâce à la limitation des charges en nature et à l'augmentation des prix dans le cadre des livraisons obligatoires et des contrats.

Cinquièmement : le budget pour 1957 se solde par un excédent peu important ; d'une part il se caractérise par l'augmentation des dépenses dans le domaine social et culturel, d'autre part, par la réduction des dépenses militaires et une sérieuse compression de l'hypercentrophie dans l'appareil administratif. Le projet du budget établit une réduction des recettes provenant des impôts fonciers et des impôts provenant de l'artisanat et des petites entreprises privées, par rapport aux recettes de 1956.

La situation dans le commerce extérieur sera encore difficile. L'accord de novembre conclu avec l'U.R.S.S. a joué, sans aucun doute, un rôle important dans l'amélioration de notre situation financière. Mais notre commerce extérieur travaille toujours dans des conditions très difficiles : manque de réserves de devises, baisse importante des exportations de charbon, ( en effet, cette réduction est de 6,5 millions de tonnes par rapport à 1956 et n'arrive pas à être compensée par un accroissement notable de cette marchandise ) réduction des exportations de certaines marchandises essentielles.

La ligne directrice du plan des importations pour 1957 consiste à assurer l'importation de matières premières pour la production industrielle projetée pour l'année en cours, à améliorer l'approvisionnement de l'agriculture en engrais et à réaliser une certaine amélioration dans l'approvisionnement de la population en articles étrangers. Etant donné ces objectifs, il a été nécessaire de réduire considérablement les importations d'investissements.

Un tel plan de transactions commerciales avec l'étranger est nettement démesuré. Néanmoins, sur la base de l'accord conclu en novembre avec l'U.R.S.S. et sur la base de négociations commerciales déjà conclues ou en voie de conclusion, on peut présumer que nos besoins minima d'importation seront satisfaits. Quels sont la portée et le but des négociations relatives aux crédits étrangers que nous menons actuellement et qui intéressent au plus haut point l'opinion publique? Il s'agit non seulement de réduire la tension de la balance des paiements, mais de relever rapidement la production grâce aux livraisons de matières premières étrangères, d'entreprendre, en dehors du plan, certains investissements hautement rentables. et d'accélérer l'amélioration de l'approvisionnement du marché.

Forts des expériences de l'année écoulée, nous proposons de poursuivre la réorganisation de la composition du gouvernement.

L'année dernière, nous avons supprimé 6 ministères dont 5 économiques.

L'amélioration obtenue dans la gestion de l'économie témoigne que nous avons suivi une voie juste et c'est la raison pour laquelle je propose de poursuivre la fusion de toute une série de ministères. Il en résultera que sur dix ministères que nous avons l'intention de réorganiser, il en restera cinq et un sera supprimé.

Les derniers mois ont apporté incontestablement un accroissement de l'importance internationale et de l'autorité de la Pologne.

Premièrement pour cette raison que s'est renforcée la puissance politique intérieure de notre Etat. Les élections à la Diète de janvier ont témoigné éloquemment de l'unité de la nation sur la base du programme d'Octobre.

Deuxièmement, l'importance internationale de la Pologne va croissant et s'accroîtra dans la mesure de la réalisation du programme dont chaque point signifie une augmentation des forces économiques, politiques et morales de notre nation.

Troisièmement, l'importance de la Pologne sur l'arène internationale dépend de ses rapports avec d'autres Etats socialistes, de ses rapports avec les forces du socialisme dans le monde entier.

Toutefois, ceux qui, aujourd'hui, nous applaudissent ne sont pas tous de vrais amis pour nous. Il y en a parmi eux qui veulent "miser" sur nous avec l'espoir de nous opposer au camp du socialisme en escomptant une diversion à l'égard du camp de la paix. Nous n'avons pas dissimulé et nous ne dissimulerons pas nos opinions et nos intentions.

Tout ce que nous faisons actuellement tend au socialisme, tout contribue à renforcer et à appuyer, sur des bases plus profondes, notre amitié avec les Etats socialistes et avec les forces du socialisme dans le monde. Toute spéculation tendant à nous détourner de cette voie sera une mise perdue.

Les buts de notre politique étrangère sont clairs :

Influer sur le renforcement des prémisses internationales d'indépendance et de souveraineté nationale, d'inviolabilité des frontières de la Pologne, de développement socialiste favorable de notre économie et de notre culture.

Pour toutes ces raisons, la consolidation de la paix est et restera l'orientation essentielle des efforts de notre politique

étrangère. Pour toutes ces raisons, l'orientation fondamentale des efforts de notre politique étrangère est et sera le renforcement de nos liens avec les Etats socialistes et de l'unité de notre bloc basée sur des principes internationaux profonds.

Pour toutes ces raisons, nous appuierons et resserrerons nos liens de coopération avec les peuples qui luttent pour le renforcement de leur indépendance acquise dans la lutte contre le colonialisme et qui sont intéressés au même titre que nous à la consolidation de la paix. Ces efforts seront accompagnés d'une pleine compréhension et du respect de la politique de neutralité menée par la majorité de ces pays.

Dans notre activité sur l'arène internationale, nous continuerons à défendre le principe d'égalité et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La lutte pour la coexistence pacifique, pour la détente dans les relations internationales, pour le développement des échanges internationaux économiques et culturels, pour l'accroissement de la confiance, pour le désarmement, pour la sécurité collective, pour la proscription de la guerre, continueront à être les directives principales de notre politique étrangère.

Dans nos efforts pour le renforcement de la souveraineté de la Pologne, nous devons tenir compte du danger qui la menace de la part des forces agressives de l'impérialisme. L'expression la plus concrète et la plus directe de cette menace est la politique révisionniste et de remilitarisation des cercles impérialistes bien déterminés en Allemagne Occidentale.

Le développement des événements en Allemagne Occidentale jette une ombre sur les questions essentielles pour notre sécurité. Le rythme de création des forces armées en République Fédérale Allemande, loin de faiblir, s'est accru au cours de ces derniers mois.

Dans ces conditions, nous nous rendons tous d'autant mieux compte de la signification essentielle qu'a pour nous, pour la cause de notre existence nationale, l'alliance qui nous lie au camp socialiste et en premier lieu à l'U.R.S.S.

L'unité des Etats socialistes, nos liens étroits et notre amitié avec l'U.R.S.S., avec la République Populaire de Chine et avec tous les pays de notre camp, sont et seront le postulat fondamental de notre sécurité.

Le peuple polonais apprécie pleinement le rôle et la portée de ses liens d'amitié avec la République Démocratique Allemande pour la paix en Europe et notre sécurité. C'est dans la joie que le peuple polonais célébrera sous peu l'anniversaire de notre alliance avec la Tchécoslovaquie, alliance qui constitue également un des éléments essentiels de notre sécurité et de la paix en Europe.

Tant que subsistera une menace réelle pour la sécurité en Europe et pour les frontières de notre pays, le peuple polonais comprendra et appréciera à sa juste valeur la signification que représente l'accord de Varsovie pour la défense de nos droits fondamentaux de souveraineté, pour la défense de notre intégrité et de notre indépendance.

Le peuple polonais comprend aussi la nécessité et la signification pour la sécurité de la Pologne du stationnement sur son territoire de contingents de troupes soviétiques fixés en accord avec la République Populaire de Pologne; ceci a trouvé son expression dans l'accord polono-soviétique du 17 décembre 1956.

Dans notre politique étrangère, nous continuerons en même temps à exprimer les aspirations du peuple polonais tendant au désarmement général progressif, à l'édification d'un système efficace de sécurité collective en Europe et dans d'autres régions du monde, à l'assainissement de la situation internationale (tant d'années après la guerre des troupes étrangères séjournent encore sur les territoires de nombreux pays) à la liquidation de la division du monde en blocs militaires antagonistes.

Dans nos rapports avec les Etats socialistes dominant aujourd'hui les principes d'égalité de droit, du respect de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. La déclaration polono-soviétique du 18 novembre 1955 et les ententes qui en résultent, sont l'expression de ces rapports. Ceci est le succès commun des Soviétiques et des Polonais, succès renforçant l'amitié des deux peuples dans leur intérêt commun.

L'expression des principes léninistes dans les rapports entre Etats socialistes est constituée par la déclaration commune polono-chinoise signée au cours de la dernière visite en Pologne du Premier ministre Chou En Lai.

Nos rapports avec la République Fédérative Populaire Yougoslave ont été au cours des derniers mois entièrement normalisés. Ces rapports sont aujourd'hui amicaux et la coopération entre les deux pays se développe fructueusement. Nous désirons poursuivre ce développement et le resserrer. Nous nous réjouissons aussi de toutes les réalisations et de toute mesure accomplie en vue de surmonter les conséquences du nuisible isolement, dans le passé, de la Yougoslavie des autres Etats socialistes.

Nous avons compati profondément à la tragédie du peuple hongrois, le gouvernement de la République Populaire de Pologne a accordé et accorde son appui au gouvernement révolutionnaire des travailleurs et des paysans de Hongrie et estime juste son programme, seul programme qui peut assurer le renforcement du socialisme en Hongrie, et éliminer les conséquences des fautes de la période écoulée.

Les deux derniers mois ont quelque peu atténué les effets de la récente aggravation de la situation internationale.

Bien que le spectre de la guerre froide n'ait pas disparu de l'horizon, les événements des derniers mois ont donné la preuve de la supériorité des forces pacifiques et ont ouvert la voie à de nouvelles initiatives en faveur du renforcement de la paix et d'une meilleure collaboration internationale.

L'interdiction des armes de destruction massive, la limitation des armements et le contrôle de cette limitation, la création d'une zone de sécurité collective dans les régions les plus vulnérables, la suppression des limitations et le développement multilatéral de la coopération économique, scientifique et culturelle, telles sont les voies menant à la libération du monde du spectre de la guerre froide et de la tension, et à la consolidation de la paix.

Personne ne peut nier que les initiatives de la politique soviétique dans ce domaine ne constituent une ligne juste et répondant le mieux aux exigences de la situation internationale, et qu'elles ne répondent aux intérêts de la sécurité commune.

Nous appuyons aussi totalement le plan chinois de sécurité collective pour l'Asie Orientale et le Pacifique ainsi que les dernières propositions soviétiques visant à assurer la paix et à réduire la tension dans le Proche-Orient.

Par contre, des initiatives comme ce que l'on nomme l'Euratone ou bien le Marché Commun et qui consolident la division de l'Europe en blocs adverses, sont néfastes pour la cause de la sécurité collective et de la détente internationale.

C'est avec inquiétude que la Pologne observe l'activité de certains cercles agressifs, activité qui fait que jusqu'à présent la République Populaire de Chine n'a pas eu la place qui lui revient à l'O.N.U., que l'île de Taïwan n'a pas été rattachée à la mère-patrie, que la réunification de la Corée n'a pas été rendue possible, et que les accords de Genève ont été violés en ce qui concerne la réunification du Viet-Nam, que l'affaire du Cachemire est utilisée pour essayer d'exercer une pression de plus en plus brutale à l'égard de l'Inde, que jusqu'à présent les troupes d'Israël ne se sont pas retirées des territoires qu'elles ont occupés en Egypte,

que la doctrine d'Eisenhower constitue une menace pour l'indépendance des peuples arabes et un danger de nouveaux conflits et d'incendies dans le Proche-Orient.

Nous avons accordé et nous continuerons d'accorder un appui total aux peuples d'Asie et d'Afrique défendant leur droit à l'indépendance et au plein développement politique et économique.

Nous avons normalisé nos rapports avec des Etats avec lesquels nous n'étions pas en relations. Il convient de mentionner, ici, la signature de l'accord mettant fin à l'état de guerre et l'établissement de relations diplomatiques avec le Japon. Dans de nombreux pays nous avons étendu le réseau de nos services diplomatiques, consulaires et commerciaux.

Nous avons entrepris la liquidation des conséquences de la guerre froide dans nos rapports avec les pays de l'Occident.

Le 6 octobre 1956, nous avons proposé aux Etats-Unis l'ouverture de conversations en vue de régler l'ensemble des questions litigieuses dans nos rapports réciproques.

Nous menons actuellement avec la France des conversations en vue d'éliminer les survivances de la période de tension et de créer dans nos relations une atmosphère répondant aux intérêts communs et aux traditions d'amitié des deux peuples.

Le développement des contacts commerciaux, culturels et scientifiques avec l'Angleterre, l'essor des voyages touristiques et familiaux, les visites des hommes politiques et des parlementaires qui ont eu lieu en 1956, ont contribué à améliorer les relations polono-britanniques et, en particulier, à mieux se connaître et à mieux se comprendre réciproquement.

Nous avons entretenu, dans le passé, de larges relations culturelles avec de nombreux Etats indépendamment de leur régime.

En 1956 ces relations se sont développées.

Dans nos rapports commerciaux et financiers avec les pays capitalistes, nous sommes guidés par les besoins de notre économie nationale tout en reconnaissant le principe d'égalité et des avantages réciproques.

Nous sommes et serons pour le principe qu'il convient d'appliquer des critères économiques dans les relations économiques ; c'est précisément ce principe qui sert le mieux la cause de la paix. C'est en partant de ces principes que nous avons ranimé nos relations avec l'Angleterre, la France et autres Etats et que, dernièrement, nous avons entrepris des conversations avec les Etats-Unis avec l'intention de réaliser une extension de nos relations économiques réciproques. L'élargissement de nos relations économiques avec d'autres pays est autant de notre intérêt que de

celui de nos partenaires et peut être une contribution positive à la politique de détente; il correspond donc aux intérêts de tous les Etats pour qui est chère la question du renforcement de la paix dans le monde.

Le gouvernement facilitera et appuiera les initiatives patriotiques en vue de resserrer les liens entre les Polonais dispersés dans le monde et la patrie.

Le gouvernement a pris des décisions et a affecté des moyens correspondants pour faciliter aux compatriotes rentrant au pays les conditions de vie indispensables et une pleine incorporation au travail."

Revenant sur certains points du programme du Front d'Unité Nationale " que le gouvernement tend à sauvegarder dans notre vie nationale ", M. Cyrankiewicz poursuit :

Beaucoup a été déjà réalisé en 1956 dans le domaine de la lutte en vue de donner à la vie politique un caractère public. Le 8ème Plénum a constitué un point culminant dans cette lutte.

Le gouvernement fera de son côté l'impossible pour maintenir cette saine atmosphère de sincérité, de caractère public de la vie politique, et pour renforcer, sur cette base, les liens avec la société, pour approfondir la confiance témoignée à l'exercice du pouvoir d'Etat.

Un des symptômes de la vie politique sera, sans aucun doute, l'établissement approprié des rapports entre le gouvernement en tant qu'organe exécutif du pouvoir d'Etat et la Diète et les commissions parlementaires.

Ainsi que je l'ai déjà dit, le gouvernement aura pour souci d'approfondir la démocratisation de notre vie, de renforcer constamment le rôle et l'autonomie des conseils ouvriers, et d'élargir constamment leurs compétences en tant que maîtres de leur domaine.

Ainsi que je l'ai déjà dit, le gouvernement continuera à appuyer le développement des gestions paysannes sous toutes leurs formes, exprimant une tendance organisée à accroître la production agricole, à améliorer les conditions de vie et à satisfaire les besoins culturels de la campagne.

Le gouvernement veillera inflexiblement à ce que soit observée l'égalité des droits et des tâches pour tous les citoyens, indépendamment de leur origines, de leur nationalité ou de leur confession, et il luttera fermement contre toutes manifestations de chauvinisme, d'antisémitisme, et contre toutes tentatives de discrimination à l'égard des minorités nationales.

Le gouvernement veillera au respect de la liberté de croyances et de pratiques religieuses garantie par la Constitution, et luttera contre toutes tentatives de discrimination autant à l'égard des croyants que des non-croyants.

Un des principaux soucis du gouvernement sera de faire un effort maximum pour poursuivre l'essor des Territoires Occidentaux autant dans le domaine de l'agriculture, que dans l'industrie et l'artisanat, en portant un accent particulier sur le développement des petites villes.

Le gouvernement utilisera toutes les possibilités matérielles existantes pour accorder l'aide la plus large au développement de la science, de l'enseignement et de la culture.

Le gouvernement présentera à la Diète un large programme d'action, il lui soumettra le plan économique pour 1957, le budget, le projet du plan quinquennal dans lequel plus éloquemment que dans les plans annuels, encore que ce soit sans possibilité de se détacher du point de départ, seront tracés les contours de la nouvelle politique. "

Ensuite M. Cyrankiewicz a présenté à la Diète la composition du nouveau Conseil des Ministres, et il a conclu :

" Cependant, nous n'admettons pas que quiconque entrave notre marche en avant, si difficile.

La voie que nous avons tracé en Novembre est irréversible, car sont irréversibles le socialisme et l'indépendance. Nous irons de l'avant, sous la direction du Parti au sein du Front d'Unité Nationale, soutenus par la confiance de la classe ouvrière, la confiance de l'énorme majorité de la société. Le gouvernement fera l'impossible pour ne pas décevoir cette confiance."